



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral du 15 juin 2025

**portant mise en demeure à la société TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM
GRAND EST de respecter les dispositions réglementaires relatives à sa cessation
d'activité applicables à ses installations sises à RICHWILLER**

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, notamment les articles L. 171-8, L. 511-1, L.512-6-1, R. 511-9, R. 512-39 et suivants et R. 512-75-1 ,
- Vu** le Code du commerce, notamment ses articles L. 641-9,
- Vu** l'arrêté n° 2009-071-17 du 12 mars 2009 portant autorisation à la Société Traitements de Surface et mécanique (TSM) de poursuivre l'exploitation (codificatif et prescriptions complémentaires) de son atelier de traitement de surface à RICHWILLER au titre du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement,
- Vu** le jugement du 29 janvier 2025 de la Chambre Commerciale du Tribunal Judiciaire de Mulhouse plaçant la société SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST en liquidation judiciaire et nommant la SELARL MJ EST en qualité de liquidateur judiciaire ,
- Vu** la notification d'arrêt définitif des installations datée du 04 février 2025 transmise au préfet du Haut-Rhin par la SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST,
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, faisant suite à la visite du 08 avril 2025 de l'établissement TSM situé au 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120) ,
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport,

Considérant que le placement en liquidation judiciaire met fin définitivement à l'activité de l'établissement et qu'en conséquence il convient de décliner dans les plus brefs délais la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement,

Considérant que l'usage futur du site n'est pas déterminé dans l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 susvisé et que dans ce cas, l'exploitant doit procéder à la détermination de la typologie d'usage futur en application de l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement qui dispose :

« I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...] »

Considérant que l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement prévoit que la notification de cessation d'activité précise les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site et le calendrier associé :

« [...] I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. [...] »

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. »

Considérant que l'article R. 512-75-1 IV du Code de l'environnement prévoit les mesures de mise en sécurité suivantes :

« IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. »

Considérant que l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé dispose :

« L'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux souterraines, sur les ouvrages définis ci-dessous, conformément au plan annexé et aux fréquences imposées. Les paramètres à surveiller sont définis ci-après :

puits amont :

- fréquence : annuelle en période de hautes eaux*
- paramètres : pH, HC, Cr, Cr6, Zn, CN, Tetrachloroéthylène, Trichloroéthylène, 1.1 dichloroéthylène, 1.2 dichloroéthylène cis et trans, chlorure de vinyle, tétrachlorure de carbone, trichlorométhane, dichlorométhane, 1.1.1 trichloroéthane, benzène, toluène, éthylbenzène, xylène*

PZ1 :

- fréquence : semestrielle (hautes eaux, basses eaux)*
- paramètres : pH, Cr, Cr6, CN, Tetrachloroéthylène, Trichloroéthylène, 1.1 dichloroéthylène, 1.2 dichloroéthylène cis et trans, chlorure de vinyle, tétrachlorure de carbone, trichlorométhane, dichlorométhane, 1.1.1 trichloroéthane*

PZ2, Pz3, Pz4, Pz5, Pz6 :

- fréquence : semestrielle (hautes eaux, basses eaux)*
- paramètres : pH, HC, Cr, Cr6, Zn, CN, Tetrachloroéthylène, Trichloroéthylène, 1.1 dichloroéthylène, 1.2 dichloroéthylène cis et trans, chlorure de vinyle, tétrachlorure de carbone, trichlorométhane, dichlorométhane, 1.1.1 trichloroéthane, benzène, toluène, éthylbenzène, xylène*

Puits « AMURAL » :

- fréquence : semestrielle (hautes eaux, basses eaux)*
- paramètres : pH, Cr, Cr6, Zn, CN, Tetrachloroéthylène, Trichloroéthylène, 1.1 dichloroéthylène, 1.2 dichloroéthylène cis et trans, chlorure de vinyle, tétrachlorure de carbone, trichlorométhane, dichlorométhane, 1.1.1 trichloroéthane,*

puits VN3S, puits 402, puits 443 :

- fréquence : semestrielle (hautes eaux, basses eaux)*
- paramètres : pH, conductivité, potentiel oxydo réduction, Cr, Cr6,*

puits VN1S, puits 400, puits VN7, puits 442, puits 289 :

- fréquence : semestrielle (hautes eaux, basses eaux)*
- paramètres : HC, Cr, Cr6, CN, Tetrachloroéthylène, Trichloroéthylène, chlorure de vinyle, 1.1.1 trichloroéthane, trichlorométhane,*

- période de "hautes eaux" : mai/juin de chaque année

- période de "basses eaux" : novembre/décembre de chaque année [...] »

Considérant qu'il a été constaté le défaut de transmission des documents suivants, ce qui constitue des non-conformités aux articles du Code de l'environnement suscités :

- la notification de cessation d'activité transmise par l'exploitant ne décrit pas les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site ni le calendrier associé ,
- le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, n'a pas transmis à la collectivité compétente en matière d'urbanisme, à savoir la commune de Richwiller, et au propriétaire des terrains sa proposition d'usage futur des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité. Ceci constitue une non-conformité à l'article R. 512-39-2 du Code de l'Environnement ,
- Les derniers résultats de surveillance des eaux souterraines transmis à l'inspection remontent à 2021, alors que la fréquence de contrôle des piézomètres aval prescrite par l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé est semestrielle ,
-

Considérant que lors de la visite d'inspection du 08 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le site n'est pas mis en sécurité :

- une grande quantité de produits dangereux sont présents sur site, dans des GRV, bidons ou cuves, sans rétention ,
- le site n'est pas clôturé ,
- une cuve de gaz est présente ,
- le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, n'a pas initié les investigations ou actions nécessaires pour s'assurer que le site n'avait pas d'impact sur les populations et sur la ressource en eau sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité, malgré les enjeux et les diagnostics précédemment réalisés sur le site (pollution des eaux souterraines par le chrome VI et des sols par le chrome, cyanure, nickel, hydrocarbures et solvants (chlorés ou non), mise en évidence par diverses études réalisées de 2005 à 2007) ,
-

Considérant que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ,

Considérant que face aux manquements sus-considérés, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST de respecter les prescriptions des articles R. 512-39-1, R. 512-39-2, R. 512-75-1 du Code de l'environnement et de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé ,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

la société TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST (SIRET : 912 645 892 00015), dont le siège social est situé au 2 rue de Kingersheim à Richwiller (68120), représentée

par son liquidateur judiciaire, est mise en demeure, pour ses installations situées à la même adresse, de respecter les dispositions prévues par les articles R. 512-39-1, R. 512-39-2 et de l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009 susvisé, en réalisant les actions décrites dans les paragraphes ci-après.

Les délais ci-après sont définis à compter de la notification du présent arrêté.

➤ Mise en sécurité du site

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception du présent arrêté, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant doit compléter la notification de cessation d'activité par la description des mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité et le calendrier associé à la mise en œuvre de ces mesures, conformément à l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement. Les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité du site doivent répondre aux dispositions de l'article R. 512-75-1 IV du Code de l'Environnement, à savoir :

- 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Dès que les mesures de mise en sécurité sont mises en œuvre, conformément au calendrier, il doit faire attester cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués (attestation dite « ATTES-SECUR »).

➤ Détermination de l'usage futur

Dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent arrêté, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit proposer un usage futur des terrains concernés à la collectivité compétente en matière d'urbanisme et au propriétaire des terrains, conformément à l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement. Pour cela, l'exploitant doit transmettre au maire de Richwiller et au propriétaire des terrains les plans du site et les études et rapports sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

➤ Suivi de la qualité des eaux souterraines

Dans un délai de quatre mois à compter de la réception du présent arrêté, le liquidateur judiciaire, en tant qu'ayant droit de l'exploitant, doit reprendre le suivi des eaux souterraines prescrit par l'article 9.5.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-071-17 du 12 mars 2009.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas respectée dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être

engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST, une ou plusieurs des sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication du présent arrêté :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la préfecture du Haut-Rhin. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg.
- par la voie du recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg. Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SARL TRAITEMENTS DE SURFACE ET MECANIQUE – TSM GRAND EST.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de la commune de Richwiller, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 15 juin 2025

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD